Distribution limitée

WHC-99/CONF.206/INF.7
Paris, le 23 septembre 1999
Original : français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**DOUZIEME ASSEMBLEE GENERALE DES ETATS PARTIES
A LA CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**Paris, Siège de l'UNESCO, Salle II
28 – 29 octobre 1999**

Point 10 de l'ordre du jour provisoire : Questions diverses

RESUME

Le Bureau du Comité du patrimoine mondial a décidé lors de sa vingt-troisième session tenue à Paris du 5 au 10 juillet 1999, de soumettre à la 12e Assemblée générale des Etats parties à la Convention du patrimoine mondial, le projet de résolution ci-après relatif aux besoins et ressources du Centre du patrimoine mondial pour qu'elle en prenne note.

"Le Bureau du Comité du patrimoine mondial,

Constatant que la nature même du fonctionnement de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel implique une croissance régulière dans les activités annuelles relatives à sa mise en œuvre,

Relevant que le personnel du Centre du patrimoine mondial qui assure le Secrétariat de cette Convention est financé par l'UNESCO, de même que son budget de fonctionnement,

Considérant que les ressources du Centre du patrimoine mondial, notamment en personnel, doivent pouvoir répondre régulièrement à la charge de travail qui lui est dévolue de par ses fonctions relatives à la Convention,

Réaffirmant l'intérêt de tous les Etats parties à la Convention à sa mise en œuvre efficiente, conformément aux engagements de la Conférence générale de l'UNESCO et de son Directeur général,

Prenant bonne note de tous les efforts déjà effectués par le Directeur général de l'UNESCO pour assurer au Centre du patrimoine mondial les ressources nécessaires,

1. Prie le Directeur général de l'UNESCO,

a) de bien vouloir demander instamment à la Conférence générale de l'UNESCO, au cours de son approbation du Programme et Budget 2000-2001 de l'Organisation, de prendre en considération les besoins et les ressources du Centre du patrimoine mondial pour qu'il puisse assurer la mise en œuvre de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel,

b) de prendre en considération ce qui précède dans la mise en oeuvre du Programme et du Budget approuvé.

2. Exprime le souhait que les Etats parties appuient auprès du Conseil exécutif et de la Conférence générale de l'UNESCO le besoin de renforcement des capacités du Centre du patrimoine mondial."